



La Tunisie après l'été 2021 : quelle bifurcation ?

Kmar Bendana

L'actualité politique tunisienne est de plus en plus complexe. Onze ans après la banalisation de son image de « démocratie arabe naissante », voire de la « seule expérience démocratique » issue des soulèvements en série (Libye, Yémen, Egypte, Bahreïn, Syrie, Liban, Algérie, Soudan...), le pays connaît une bifurcation importante.

En plein été 2021, la pandémie Covid-19, des conflits politiques et des blocages à répétition au sein de l'hémicycle ayant lassé les Tunisiens, le président de la République Kaïs Saïed gèle le Parlement, congédie le chef du gouvernement et déclare l'état d'exception.

Pour appréhender cette nouvelle croisée des chemins tunisienne, il est nécessaire de revenir sur les différentes temporalités que peut vivre chaque société, sur la nature et la portée des changements qui peuvent la traverser.

Le temps court oblige à revenir à la gouvernance économique, à la fiscalité comme à la fabrique de la décision. Mais on doit également examiner les causes profondes (et souvent anciennes) des mouvements sociaux, la façon dont ils ont été minorés par les formes de gouvernement comme il convient de revenir sur les formes infra-politiques du changement (dans la culture, les comportements intimes et privés ou du côté des femmes), peu visibles d'après les critères macro-économiques.

Cette nouvelle séquence de l'histoire tunisienne en train de se faire oblige à revenir sur l'histoire longue du pays comme sur les vecteurs et procédés qui ont actionné les transformations observées, sur le plan électoral et la façon dont

les premières institutions de la « transition politique » ont été édifiées.

Par ailleurs, les conditions économiques et sociales, à l'origine du soulèvement de 2011, ont peu bougé depuis dix ans : la dégradation de l'infrastructure, la dévaluation du dinar, la corruption criante, la dette et le chômage en hausse ont envenimé une situation qui multiplie les moments et formes de tension depuis l'été 2021.

J'emprunterai trois axes pour décomposer la lecture de la situation :

1 / Une lutte au sommet d'un régime politique récemment mis en place, régi par des règles contestées par les acteurs politiques en présence, représentants des trois pouvoirs en concurrence : l'exécutif/le législatif/le judiciaire

2 / Une société en proie à des secousses socio-économiques qui s'expliquent par l'environnement libéral, la mondialisation et ce qu'ils induisent comme dépendance étroite de l'éco-système tunisien.

3 / Des tensions polyformes qui expriment les aspirations face à des cadres et des normes devenus inadaptes, des règles de conduite considérées comme inadmissibles et qui remettent sur le tapis les liens Etat/société.

Kmar Bendana

Professeur d'histoire contemporaine/ Université de La Manouba, Hammam-Lif.

Conférence du jeudi 21 avril 2022